

## CITIZEN

LE CETA ET L'UNION EUROPÉENNE

# Un non de gauche

**Ils et elles s'opposent au traité de libre-échange avec le Canada. Voici la plateforme « Contre le CETA et pour des accords commerciaux progressistes » des parlementaires de gauche.**

Face aux excès de la mondialisation, à la montée des inégalités et à la destruction de la planète, certains ne voient que deux options : accentuer encore la libéralisation via des accords de commerce et d'investissement, censés doper la croissance sans changer de logiciel, ou fermer les frontières avec la croyance que les problèmes globaux peuvent trouver une réponse satisfaisante au niveau national. Pour sortir de cette impasse, une voie alternative est à inventer. La conclusion de futurs accords commerciaux doit viser la protection des plus faibles, l'accélération de la nécessaire transition écologique et le respect des droits humains et sociaux, et de la biodiversité. (...)

L'accord conclu entre le Canada et l'Union européenne n'est pas à la hauteur des grands défis climatiques, démocratiques et sociaux de notre époque. Pire, il menace d'affaiblir la capacité des États à légiférer dans ces domaines. Nous, parlementaires nationaux et européens, nous engageons à rejeter le CETA sous sa forme actuelle pour refonder les relations UE-Canada sur des bases plus saines. L'un de nos objectifs doit être de transformer le CETA en accord de commerce compatible avec la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat en favorisant la transition énergétique, mais aussi en encourageant le développement d'une agriculture durable et locale. Alors seulement il pourrait être présenté comme un nouveau modèle pour la politique commerciale de l'Europe.

Conformément aux recommandations de la CNCDH, nous estimons que le gouvernement français ne saurait par ailleurs autoriser l'entrée en vigueur d'un traité d'une telle ampleur sans s'assurer de sa compatibilité avec le droit de l'Union européenne d'une part et la Constitution française d'autre part. (...)

Si l'UE ne parvient pas à bâtir un accord exemplaire avec un partenaire tel que le Canada, comment envisager la prise en compte de ces questions sociales et environnementales dans les négociations en cours ou futures d'accords de commerce ou d'investissement avec les autres régions



La veille du vote sur le CETA au Parlement européen a lieu à Strasbourg une soirée festive. Le lendemain 15 février, il y aura des mobilisations et une assemblée anti-CETA. La plateforme d'ONG luxembourgeoises « Stop TTIP » appelle à y participer.

du monde, à commencer par les États-Unis, la Chine ou le Japon ?

Dangereux pour nos démocraties, notre environnement et nos normes, nous sommes convaincus que le CETA n'est pas le type d'accord dont l'Europe a besoin. Les futurs accords commerciaux doivent créer des bénéfices tangibles pour les travailleurs, les citoyens et l'environnement sans compromettre notre souveraineté démocratique et juridique. Ils doivent réguler la mondialisation en encourageant la transition écologique, inclure les questions fiscales et être négociés dans la transparence. Les révélations des « Canada Papers » sur l'émergence du Canada comme un paradis fiscal plaident aussi pour l'inclusion d'un volet fiscal ambitieux pour lutter contre la fraude et l'évasion. Dans l'attente d'une politique commerciale qui respecte l'ensemble de ces critères, nous nous engageons à voter contre l'accord CETA.

Texte intégral et noms des 78 députés européens et nationaux français signataires : <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/contre-le-ceta-et-pour-des-accords-commerciaux-progressistes-632495.html>

## SHORT NEWS

## Verbesserungsfähige SNCH

(dw) - Zwar haben europäische Zulassungsbehörden wie die Luxemburger SNCH nichts von den Trickereien des deutschen Automobilkonzerns Audi mitbekommen, gleichwohl geht die hiesige Regierung jetzt in die Offensive. Wegen Verdachts auf Betrug erhebt sie Klage gegen Unbekannt. Im Visier stehen sowohl Audi und VW, da in zwei Audi-Modelle, die in Luxemburg zugelassen wurden, VW-Motoren inklusive verbotener Abschaltvorrichtungen in die Abgassysteme eingebaut worden sind (woxx 1408). Ein Audit zur Problematik, das Nachhaltigkeitsminister François Bausch am Tag der Klageerhebung ebenfalls vorgestellt hatte, verweist auf einige Mängel im System. Zwar wird der SNCH ein tadelloses Verhalten im Hinblick auf die Erteilung der Zertifikate für die zweifelhaften Audi-Typen zugesichert. Doch die Haupt-Empfehlungen, die aus dem Audit abgeleitet werden, werfen Fragen darüber auf, ob die Zulassungsstelle nicht etwa chronisch unterbesetzt und ihrer Aufgabe daher womöglich nicht gewachsen ist. Man brauche die nötigen Mittel und Ressourcen, um sich in einem immer komplexeren Gebiet zu behaupten, heißt es da. Zudem müsse man das System der Kontrollen über die Produktion überarbeiten und die Dokumentation über die Rollen und Verantwortungen der verschiedenen Akteure klären. Es gibt also wohl einiges zu tun.

## Gute Umwelt-Vorsätze in der Hauptstadt

(lm) - Bitte nicht ausdrucken! Der jüngste Umweltbericht der Stadt Luxemburg, auf 2015 datiert, umfasst 150 Seiten. Und ist dank verlinktem Inhaltsverzeichnis, Powerpoint-Layout und Querformat recht angenehm am Bildschirm zu lesen. Am 6. Februar befasste sich der hauptstädtische Gemeinderat mit dem Bericht sowie der künftigen Umweltpolitik. Handlungsbedarf gibt es zum Beispiel beim Energieverbrauch der kommunalen Gebäude und Anlagen - ein Punkt, in dem die Stadt auch bei ihrer Zertifizierung im Rahmen des Klimapakts relativ schlecht abschneidet. Die - recht unvollständigen - Messergebnisse zur Luftqualität sind ebenfalls nicht erfreulich - der Schöffenrat zieht allerdings einschränkende Maßnahmen für den Individualverkehr kaum in Betracht, sondern hofft auf die Wunderwirkung der Tram. Diskutiert wurde auch über eine von Déi Lénk eingebrachte Motion für eine nachhaltige Energiepolitik. Da sich die Motion auf das Koalitionsabkommen von 2011 beruft, entschloss sich der blau-grüne Schöffenrat, die im Text enthaltenen Forderungen zu unterstützen. Interessant ist die Idee eines Altbausanierungsplans, der gezielt den Energieverbrauch in Mietwohnungen senken, also das Ökologische mit dem Sozialen verbindet soll. Die Diskussion über die spannende Motion von Déi Lénk für eine ökologische und soziale Staffelung des Wasserpreises (woxx 1398), ebenfalls auf der Tagesordnung, wurde vertagt.

## „Hëllef fir d'Natur“-Preis geht an Cell

(lm) - Es gibt in Luxemburg wohl keine Öko-Auszeichnung mehr, die die Transition-Bewegung noch nicht eingeheimst hätte. Auch mit dem „Hëllef fir d'Natur“-Preis kann sie sich seit vergangenem Montag schmücken. Weil sich die Transition-Bewegung in Luxemburg um den Umweltschutz und die Sensibilisierung für ihn verdient gemacht hat, wurde der Preis für 2016 an Cell, die Koordinationsstruktur der Bewegung, vergeben. Hervorgehoben wurden unter anderem die Erneuerbare-Energien-Projekte, die Gemeinschaftsgärten und die Terra-Kooperative, die auf dem Echerfeld Gemüse anbaut.

## Rectificatif

(lc) - La semaine dernière nous écrivions dans l'éditorial consacré à la présidence de Donald Trump (intitulé : « Révolution Orange ») que la nomination de son conseiller Stephen Bannon au Conseil national de la sécurité américain (National Security Council - NSC) que l'organe serait essentiellement composé de militaires. Ce n'est pas tout à fait exact : créé sous Eisenhower, et ayant traversé de nombreuses mutations depuis, le NSC comporte le vice-président et un lot de conseillers, dont des militaires mais pas uniquement.